



ARRÊTÉ TEMPORAIRE N° 2022/710T

ARRÊTÉ DE POLICE EN VUE DE LA RÉALISATION DE TRAVAUX

Réalisation de carottages de chaussée – boulevard Gambetta (RD 190), à Poissy

Du lundi 27 juin au vendredi 29 juillet 2022

Le Maire,

Vu la demande en date du 17 juin 2022, par laquelle la Société ATEMAC sollicite des mesures de restriction de stationnement et de la circulation, afin de réaliser des travaux de carottages de chaussée, dans le cadre du marché avec le Conseil Départemental des Yvelines, boulevard Gambetta (RD 190), à Poissy, du lundi 27 juin au vendredi 29 juillet 2022,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2122-21, L. 2122-24, et L. 2212-1 et suivants,

Vu le Code de la route, notamment les articles L. 110-3, L. 325-1 et suivants, L. 411-1 et suivants, R. 325-1 et suivants, R. 411-1 et suivants, R. 412-26 et suivants, R. 417-1 et suivants,

Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 113-2, L. 116-2,

Vu le Code de la sécurité intérieure, notamment l'article L.511-1

Vu le Code de l'environnement, notamment l'article L. 541-2,

Vu le Code pénal, notamment les articles R. 610-5 et R. 131-41,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963,

Vu la permission de voirie délivrée par le Conseil Départemental des Yvelines sous le numéro UEEP-2022-017,

Vu l'arrêté n° 2020/391P du 23 mai 2020 portant arrêté de délégation de fonctions et de signature à Monsieur Georges MONNIER, deuxième adjoint au maire, délégué aux espaces publics, à la propreté urbaine et à la commande publique,

Considérant que des travaux de carottages de chaussée doivent être réalisés par la Société ATEMAC, boulevard Gambetta à Poissy, du lundi 27 juin au vendredi 29 juillet 2022,

Considérant qu'il importe dès lors d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique, ainsi que celle des intervenants,

Considérant qu'il est donc nécessaire de réglementer la circulation,

ARRÊTE :

Article 1 :

Du lundi 27 juin au vendredi 29 juillet 2022, de 9h00 à 16h00, le stationnement sera interdit de part et d'autre des travaux de carottages de chaussée, boulevard Gambetta (RD 190), à Poissy, sauf pour la Société ATEMAC.

Article 2 :

Du lundi 27 juin au vendredi 29 juillet 2022, de 9h00 à 16h00, dans le cadre de travaux carottages de chaussée, boulevard Gambetta (RD190), à Poissy :

- La circulation sera réduite sur une voie, boulevard Gambetta (RD190), à Poissy, et une circulation alternée sera mise en place,
- La Société ATEMAC devra mettre en place une déviation pour les piétons de part et d'autre des travaux,
- La Société ATEMAC sera autorisée à emprunter des voies interdites aux véhicules de plus de 3,5 tonnes, en dérogation de l'arrêté permanent n° 2018/1205P du 25 octobre 2018.

Article 3 :

Le bénéficiaire aura la charge de mettre en place la signalisation temporaire réglementaire correspondant aux prescriptions énoncées dans le présent arrêté, de part et d'autre du chantier. Il sera responsable des conséquences résultant d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire devra veiller à :

- maintenir les trottoirs et chaussées propres ;
- réduire au maximum la gêne apportée aux riverains ;
- maintenir un cheminement piétonnier continu et sécurisé ;
- évacuer par ses propres moyens tous les déchets générés (cartons et emballages) conformément à l'article L. 541-2 du code de l'environnement.

Article 5 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 :

Seront considérés comme gênants, au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route, les véhicules en infraction avec les dispositions susvisées. Ces véhicules pourront être mis en fourrière par les soins des services de police, aux frais de leurs propriétaires.

Article 7 :

Le Directeur Général des services et le Responsable de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 :

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité (publication, affichage, ou notification), auprès du Tribunal Administratif de Versailles (56 avenue de Saint Cloud 78000 VERSAILLES) ou par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr.

Poissy, le 21 juin 2022

Pour le Maire et par délégation,
Georges MONNIER




Le Deuxième Adjoint,
délégué aux espaces publics,
à la propreté urbaine et à la commande publique